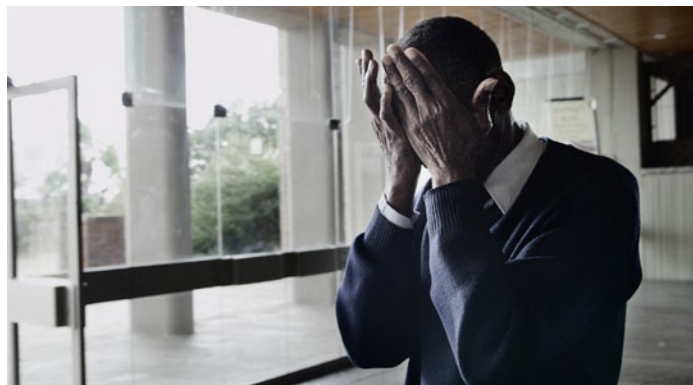


CURATEUR, UNE PROFESSION FRAPPÉE PAR LA PRÉCARITÉ

PAR ROXANA AZIMI

— Les vies de globe-trotters de Hans Ulrich Obrist ou Massimiliano Gioni vous font rêver, leurs biennales organisées au bout du monde vous enchantent ? Pourtant, le métier de curateur brille moins par son glamour que par sa précarité. « Il y a eu un prestige symbolique, mais qui s'essouffle depuis cinq ans, constate Damien Airault, secrétaire de l'association Commissaires d'exposition associés (C-E-A). Le prestige, ça ne remplit pas les frigos ». Un portrait social des curateurs en France commandé par C-E-A en 2009 (et malheureusement toujours d'actualité) dresse un état des lieux peu reluisant. Selon cette enquête, la proportion des commissaires français sans revenus pour cette activité est très élevée et touche près d'un sondé sur deux. De deux choses l'une : soit ces personnes n'ont pas fait de commissariat l'année passée, soit ils n'ont pas été rétribués pour en faire. Le revenu médian des enquêtés pour leur activité de commissariat est inférieur à 500 euros par mois. Seuls 6,9 % ont un salaire annuel supérieur à 20 000 euros provenant de leur activité de commissariat, ce qui peut laisser présager une activité salariée. Un constat logique quand on connaît les faibles émoluments de ce métier. Une exposition à la Villa Arson est rétribuée autour de 3 000 euros. Pour « Nouvelles Vagues » au Palais de Tokyo, les commissaires ont perçu 1 500 euros. De fait, on comprend que 73 % des curateurs sondés par C-E-A aient une autre activité qui représente au moins la moitié de leurs revenus. Antonia Alampi, l'une des commissaires sélectionnées pour « Nouvelles Vagues », vient de prendre un poste fixe dans une toute nouvelle institution cairote baptisée Beirut. Elle enseigne néanmoins dans deux institutions, écrit, et continue à faire du commissariat indépendamment. « C'est à la fois par intérêt personnel, mais aussi par besoin financier, car une recherche curatoriale peut être onéreuse notamment en ce qui concerne les voyages, souligne-t-elle. C'est une nécessité absolue de voir des expositions, de rencontrer des artistes et des institutionnels ». Parmi les facteurs de précarité économique, le rapport relève la sacro-sainte notion d'indépendance. « Être indépendant, c'est comme marcher sur un réseau de cordes raides, avec vos pieds toujours sur deux ou trois cordes, et il faut toujours bouger pour garder l'équilibre. La mobilité constante est problématique, et certaines des choses les plus intéressantes sont venues de l'immobilité », confie Jason Waite, curateur choisi pour « Nouvelles Vagues ». « En ce moment, le mot "indépendant" est galvaudé. En fait, ça veut dire multi-dépendant », estime pour sa part Guillaume Désanges. Ce curateur « indépendant » a créé en 2007 sa propre structure, Work Method, avec une équipe oscillant



Mikhael Subotzky, *Moses and Griffiths*, Film Still 2, 2012.
Courtesy de la Goodman Gallery (Johannesburg / Le Cap). « This House ».
Curateurs : Anthea Buys (Afrique du Sud, 1984) et Mikhael Subotzky
(Afrique du Sud, 1981). Palais de Tokyo.

entre deux et quatre personnes. « Très vite, je me suis dit qu'il fallait créer ma propre activité car les projets ne tombent pas du ciel. On peut ainsi dialoguer de structure à structure avec les lieux d'accueil. On me prend au sérieux, on a un poids différent », explique le jeune commissaire, qui a signé la dernière exposition de la Verrière-Fondation Hermès à Bruxelles (lire *Le Quotidien de l'Art* du 6 juin 2013). Guillaume Désanges reconnaît toutefois qu'il s'agit « d'une économie épuisante », car les projets ne font pas boule de neige.

L'insécurité économique des commissaires est due pour une bonne part au vide juridique qui entoure cette profession polyvalente. « D'un point de vue pratique, on se retrouve à pointer à Pôle emploi, et on est pris dans une administration kafkaïenne, confirme Marc Bembekoff, curateur au Palais de Tokyo. On est censé correspondre à un code APE. Et là, il faut dire "non, je ne suis pas un conservateur", "non je ne suis pas agent d'artiste" ». À cette confusion s'ajoute l'impossibilité de quantifier un travail multitâche. « Dans le commissariat, il y a une production intellectuelle avec une constitution de dossier quantifiable en heures, mais il y a aussi tout une partie difficilement quantifiable, qui est de réussir à "vendre" son projet. Il faudrait un régime qui nous donne des arguments pour nous battre ». Un régime, ou plutôt une convention collective sur laquelle planche le Cipac (fédération des professionnels de l'art contemporain). « Nous devrions nous inspirer des contrats très détaillés qui existent dans les pays anglo-saxons qui protègent énormément les commissaires, conclut Damien Airault. En France, nous sommes très loin de ça. Il y a un minimum de cadre, et après, tout se fait au coup par coup ». Un flou propice à un bénévolat qui ne dit pas son nom. ■